Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut apporter une précieuse contribution au progrès des territoires non autonomes,

1. *Approuve* le nouveau rapport, préparé en 1955, sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes, comme supplément au rapport approuvé en 1952;

2. *Invite* le Secrétaire général à communiquer le rapport de 1955, pour examen, aux Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant la responsabilité de l'administration de territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées;

3. *Se déclare satisfaite* de la coopération croissante qui se manifeste entre les Membres de l'Organisation des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes et les organisations internationales intéressées et prie ces dernières de tenir le plus grand compte, dans les travaux qu'elles entreprennent, des opinions exprimées dans le rapport sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes;

4. *Attire notamment l'attention* de l'Organisation internationale du Travail sur la section V du rapport sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes, qui traite de la main-d'œuvre, et sur la section VII, qui traite des relations raciales; de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur la section IX, qui traite de la nutrition et de la santé publique; de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur la section VII, qui traite des relations raciales; et de l'Organisation mondiale de la santé sur les sections VIII, IX et X, qui traitent de divers aspects de la santé publique;

5. *Exprime l'espoir* que la collaboration entre le Secrétaire général et les institutions spécialisées et entre les Membres administrants et les organisations internationales intéressées sera maintenue et étendue dans l'intérêt du développement coordonné des territoires non autonomes dans tous les domaines.

541^{ème} séance plénière,
8 novembre 1955.

930 (X). Renseignements relatifs à l'aménagement des collectivités dans les territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Considérant que le progrès social et économique peut être hâté par la mise en œuvre de plans généraux de développement concernant tous les aspects de la vie de la collectivité, et que l'application des principes de l'aménagement des collectivités et d'autres mesures analogues de coopération est une méthode de développement importante qui a donné des résultats intéressants dans bien des pays,

Considérant, en outre, que, dans les territoires non autonomes, l'application de ces méthodes de développement et l'utilisation des facultés et de l'énergie potentielles des populations dans toutes les formes d'activité fondées sur l'effort personnel peuvent contribuer à assurer un progrès social et économique équilibré,

Constatant que des programmes d'aménagement des collectivités sont déjà en cours d'exécution dans plusieurs de ces territoires et que des programmes analogues sont à l'étude dans d'autres territoires,

Considérant qu'il serait utile d'examiner des renseignements sur les programmes mis en œuvre et les progrès accomplis dans le domaine de l'aménagement des collectivités dans les territoires non autonomes, en même temps que les autres renseignements communiqués au Secrétaire général en vertu de l'Article 73, e, de la Charte,

Considérant, en outre, que le Schéma relatif aux renseignements à communiquer en application de l'Article 73, e, de la Charte, que l'Assemblée générale a approuvé par sa résolution 551 (VI), du 7 décembre 1951, ne contient pas de section consacrée à l'aménagement des collectivités,

1. *Décide* que le Schéma joint en annexe à la résolution 551 (VI) sera modifié par l'adjonction du texte ci-annexé;

2. *Invite* les Membres qui sont tenus de communiquer des renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte à fournir des renseignements aussi complets et aussi récents que possible sur les programmes mis en œuvre et les progrès accomplis dans le domaine de l'aménagement des collectivités et, à cette fin, à tenir compte du texte annexé.

541^{ème} séance plénière,
8 novembre 1955.

ANNEXE

Section K de la troisième partie (texte additionnel)

K. Aménagement des collectivités

1. Description des programmes de base mis en œuvre et des progrès accomplis dans le domaine de l'aménagement des collectivités.

2. Description des services administratifs fonctionnant à l'échelon territorial qui sont chargés au premier chef d'encourager et d'aider l'exécution de ces programmes.

3. Description des méthodes appliquées dans ce domaine, et particulièrement des méthodes et techniques nouvelles mises au point dans le territoire, et de quelques projets choisis, exécutés sur le plan local, qui ont servi de projets pilotes et de centres de démonstration.

4. Formation de fonctionnaires chargés de l'aménagement des collectivités, de dirigeants locaux et de travailleurs sociaux de collectivités, et mesures visant à assurer la coopération de tous les agents de l'Administration dans l'application des méthodes d'aménagement des collectivités.

931 (X). Progrès de l'enseignement dans les territoires non autonomes: offres de moyens d'études et de formation au titre de la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Considérant sa résolution 845 (IX), du 22 novembre 1954, par laquelle elle a prié le Secrétaire général de rédiger, après avoir consulté les Membres administrants et pour l'information de l'Assemblée générale, un rapport où il donnerait des indications détaillées sur les offres faites et sur la mesure dans laquelle ces offres ont été acceptées,

1. *Prend acte* du rapport³ que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale, à sa dixième ses-

³ *Ibid.*, dixième session, Annexes, point 31 de l'ordre du jour, documents A/2937 et Add.1, 2, 3/Rev.1 et 4.

sion, au sujet des offres de moyens d'études et de formation au titre de la résolution 845 (IX), et dans lequel sont indiqués les progrès accomplis jusqu'ici dans la mise en œuvre de ladite résolution;

2. *Invite* le Secrétaire général à rédiger, pour l'information de l'Assemblée générale à ses prochaines sessions, des rapports contenant de nouvelles indications détaillées sur les offres qui auront été faites et sur la suite qui leur aura été donnée.

541ème séance plénière,
8 novembre 1955.

932 (X). Progrès réalisés par les territoires non autonomes, en application des dispositions du Chapitre XI de la Charte

L'Assemblée générale,

Considérant que le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies contient diverses dispositions sur le développement des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes,

Considérant que, depuis 1946, le Secrétaire général a reçu, en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, des renseignements sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes et que, dans certains cas, les Membres administrants ont communiqué volontairement des renseignements sur le développement des libres institutions politiques des peuples de ces territoires,

Considérant, en outre, que, en vertu des résolutions que l'Assemblée générale a adoptées depuis 1946, le Secrétaire général a analysé et résumé, et l'Assemblée générale a examiné annuellement ces renseignements précieux, communiqués par les Membres administrants, qui indiquent comment et dans quelle mesure le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires a été respecté,

1. *Estime* qu'un examen des progrès réalisés dans les territoires non autonomes depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, examen fondé sur les renseignements que les Membres administrants communiquent en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, serait très utile et devrait permettre de savoir dans quelle mesure les populations des territoires non autonomes progressent et approchent du moment où les buts du Chapitre XI de la Charte seront atteints;

2. *Considère* que cet examen exigerait une préparation minutieuse effectuée avec le concours des institutions spécialisées intéressées;

3. *Invite* le Secrétaire général à consulter les institutions spécialisées intéressées et à soumettre ensuite à l'Assemblée générale, à sa onzième session, un rapport sur les principales questions qui pourraient être prises en considération pour cet examen.

541ème séance plénière,
8 novembre 1955.

933 (X). Reconstitution du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, créé en vertu de la résolution 332 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1949,

Reconnaissant qu'il serait utile que le Comité poursuive son activité constructive en vue de faire progresser les populations des territoires non autonomes et d'atteindre les objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte,

1. *Décide* que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes restera en fonctions, dans les mêmes conditions, pendant une nouvelle période de trois ans;

2. *Décide* que, conformément aux dispositions des résolutions 332 (IV), du 2 décembre 1949, et 646 (VII), du 10 décembre 1952, le Comité doit être composé des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui transmettent des renseignements en vertu de l'Article 73, e, de la Charte et d'un nombre égal de Membres qui n'administrent pas de territoires non autonomes, élus par la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, sur une base géographique aussi large que possible;

3. *Invite* les membres du Comité à continuer d'adjoindre à leurs délégations des personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité;

4. *Invite* les Membres administrants à adjoindre à leurs délégations des autochtones spécialement qualifiés pour parler de la politique suivie en matière économique, sociale et d'enseignement dans les territoires non autonomes;

5. *Donne pour instructions* au Comité d'examiner, dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article premier et de l'Article 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports ou renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes;

6. *Donne pour instructions* au Comité de soumettre à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires, des rapports contenant les recommandations sur la procédure qu'il jugera appropriées et les suggestions de fond qu'il estimera utiles concernant les questions techniques en général, mais non un territoire en particulier;

7. *Considère* que, sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques spécifiées à l'Article 73, e, de la Charte, le Comité devrait étudier successivement et avec un soin particulier les conditions de l'instruction et les conditions économiques et sociales, et devrait examiner les renseignements transmis sur ces questions à la lumière des rapports que l'Assemblée générale aura approuvés concernant ces conditions dans les territoires non autonomes;

8. *Décide* qu'elle examinera de nouveau, à sa treizième session, la question de la reconstitution du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, ainsi que celle de la composition et des attributions de ce comité ou de tout comité du même genre qui pourrait être créé.

541ème séance plénière,
8 novembre 1955.

*
* *

A sa 512ème séance, le 17 novembre 1955, la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, a procédé,